ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau, le 15 mars 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la région de Bruxelles-Capitale "relatif à l'agrément du chargé de rapport relatif au respect des dispositions impératives applicables et des conditions du permis d'environnement", a donné le 26 avril 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 maart 1993 door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "inzake de erkenning van de verslaggelastigde betreffende de naleving van de dwingende bepalingen die van toepassing zijn en van de voorwaarden van de milieuvergunning", heeft op 26 april 1993 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L’intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté de l’Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l’agrément des personnes chargées d’établir le rapport visé à l’article 58, alinéa 1er, 6°, de l’ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d’environnement".

Préambule.

Comme l’article 58 de l’ordonnance du 30 juillet 1992 précitée comporte deux alinéas, il convient de remplacer les mots "notamment l’article 58, 6°;" figurant à l’alinéa 1er du préambule par les mots "notamment l’article 58, alinéa 1er, 6°;".

Dispositif.

Article 1er.

1. Dans la phrase introductive du texte français, on écrira :

"Article 1er. Pour l’application du présent arrêté, on entend par : ...".

2. Il faut donner des notions de "rapport" et de "chargé de rapport" des définitions distinctes. Dans le texte néerlandais, il y a lieu, en outre, de remplacer le mot "verslaggelastigde" par le mot "rapporteur". Cette observation vaut pour tout le projet. Il est proposé d'écrire :

"1° "rapport" : le rapport prévu à l'article 58, alinéa 1er, 6°, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement;

2° "chargé de rapport" : la personne agréée aux services de laquelle un exploitant peut recourir pour l'établissement du rapport;

3° "ministre" : le membre de l'Exécutif ...".

La définition proposée du "rapport" permet d'éviter de devoir la répéter dans les dispositions suivantes de l'arrêté en projet, ce qui implique, toutefois, que le texte en projet soit revu en conséquence.

Article 2 (devenant l'article 3).

Alinéa 1er.

Vu la définition donnée par l'article 1er, 3°, les mots "de l'Environnement" dans le texte français sont inutiles et doivent être omis.

Alinéa 2, 1°.

1. Au point b), les mots "les diplômes d'aptitude" sont inadéquats. Mieux vaut écrire : "les diplômes".

L'observation vaut également pour l'alinéa 2, 2°, d).

2. Au point b), in fine, vu la définition proposée, à l'article 1er, 1°, du "rapport" - définition qui renvoie à l'article 58, alinéa 1er, 6°, de l'ordonnance, les mots "relatif au respect des conditions impératives applicables et des conditions du permis d'environnement" sont inutiles et doivent être omis.

L'observation vaut également pour le 2°, e).

3. Par ailleurs et sous réserve des deux observations qui précèdent, l'alinéa 2, 1°, serait mieux rédigé comme suit :

"La demande est accompagnée des documents et renseignements suivants :

1° ...;

a) ...;

b) une note, accompagnée des justificatifs, décrivant les compétences, les diplômes, l'expérience ... de rapports;".

Alinéa 2, 2°.

1. Le point a) serait mieux rédigé comme suit :

"a) sa forme juridique, sa dénomination ou sa raison sociale, son siège ...;".

2. Le point b) semble avoir pour conséquence d'exclure toute possibilité d'agrément des personnes morales dont les statuts et les actes de nomination des administrateurs ne doivent pas être publiés dans les annexes du Moniteur belge, c'est-à-dire des personnes morales étrangères; une telle exclusion est contraire aux principes de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services, que consacrent les articles 52 et suivants et 59 et suivants du Traité instituant la Communauté économique européenne.

Par ailleurs, dans les cas où les statuts et le dernier acte de nomination des administrateurs ont été publiés, il serait plus simple d'exiger une copie du texte publié.

Le texte doit donc être revu.

3. Le point c) serait mieux rédigé comme suit :

"c) la liste nominative des administrateurs, gérants et personnes pouvant engager la personne morale, ainsi que de la personne ou des personnes affectées à la réalisation de rapports".

4. A propos des termes "pour chacun d'entre eux" figurant au point d), se pose la question de savoir si l'exigence, dans le chef de chacune des personnes visées au c), de posséder les compétences, les diplômes et l'expérience professionnelle requises n'est pas excessive compte tenu de l'objectif poursuivi par l'arrêté en projet.

Le texte doit donc être revu en vue de l'harmoniser avec le texte proposé pour l'article 4, 2°.

Alinéa 3.

L'alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Le ministre peut exiger la production de tout document et renseignement complémentaires de nature à établir que le demandeur possède les qualifications requises et des moyens techniques suffisants".

Article 3 (devenant l'article 4).

1. A l'alinéa 1er, il convient de prévoir les cas dans lesquels une personne est titulaire d'un diplôme délivré dans un autre Etat et reconnu équivalent aux diplômes indiqués.

2. A l'alinéa 2, eu égard au but poursuivi, il n'y a pas lieu de distinguer selon que les "personnes disposant des qualifications et de l'expérience requises en vertu de l'alinéa premier" sont les dirigeants ou les membres du personnel de la personne morale, mais il convient d'exiger de ces personnes qu'elles soient titulaires d'un des diplômes visés à l'alinéa 1er.

Tenant compte de ces observations, le texte suivant est proposé :

"Art. 4. L'agrément ne peut être délivré que :

1° soit à une personne physique titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil, d'ingénieur industriel ou d'ingénieur agronome délivré par un établissement d'enseignement supérieur belge ou d'un diplôme délivré à l'étranger et reconnu équivalent, et disposant d'une expérience et d'une qualification suffisantes;

2° soit à une personne morale qui compte, parmi ses dirigeants ou les membres de son personnel, au moins une

personne physique justifiant de la condition visée au 1°".

Article 4 (devenant l'article 2).

1. Cette disposition serait mieux à sa place entre les articles 1er et 2 du projet.

2. En outre, mieux vaut remplacer les mots "pour l'établissement du rapport prévu au présent arrêté" par les mots "en qualité de chargé de rapport".

Article 5.

1. La première phrase doit être rédigée plus simplement comme suit :

"Art. 5. L'agrément est accordé pour une durée maximale de cinq ans".

2. La seconde phrase confère au ministre un pouvoir excessif.

En effet, en vertu de l'article 58, alinéa 1er, 6°, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis

d'environnement, "... l'exploitant peut recourir aux services des personnes agréées conformément aux conditions générales que l'Exécutif détermine", ce qui exclut la faculté pour l'Exécutif d'imposer des conditions particulières.

Ladite phrase doit donc être omise.

Article 6.

1. A l'alinéa 1er, première phrase, il n'y a pas lieu de prévoir l'obligation de motiver la décision par laquelle l'Exécutif statue sur la demande d'agrément, cette obligation résultant de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

L'observation vaut également pour l'article 8, alinéa 2.

En outre, il y a lieu, dans le texte néerlandais, de remplacer les mots "die aan de aanvrager wordt betekend" par les mots "die ter kennis wordt gebracht van de aanvrager".

2. L'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement ne prévoit pas que pourrait consti-

tuer une décision implicite le fait pour l'autorité de ne pas statuer dans le délai qui lui est imparti.

L'Exécutif ne peut, dès lors, organiser une telle procédure, comme il entend le faire dans la seconde phrase de l'alinéa 1er.

Cette phrase doit donc être omise.

3. A l'alinéa 2, on écrira :

"La décision accordant l'agrément est publiée par extrait au Moniteur belge".

Article 7.

1. Dans le texte néerlandais l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 2 est mal rédigé.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit notamment pas ce qu'il faut entendre par la "modification de l'agrément". En conséquence, les termes "ou modifié" doivent être omis.

Par ailleurs, un agrément ne peut être retiré, lorsque les conditions ne sont "pas" satisfaites. En effet, c'est au moment où l'agrément est accordé, qu'il doit être vérifié s'il est satisfait aux conditions requises.

Il faut donc écrire :

"... lorsque l'intéressé ne remplit plus les conditions fixées par le présent arrêté".

3. Il paraît nécessaire, à l'alinéa 2, de faire également référence au cas visé à l'alinéa 1er.

4. Enfin, s'agissant d'un retrait d'agrément, il s'impose de prévoir que le chargé de rapport auquel l'agrément serait retiré aura, compte tenu de la gravité de cette mesure, la faculté de s'expliquer.

Cette faculté n'est prévue, à l'article 8, alinéa 3, du projet, qu'en cas d'insuffisance constatée des rapports établis par le chargé de rapport.

Il serait préférable de déterminer dans un article distinct, après les articles 7 et 8, les modalités d'exercice du droit de s'expliquer reconnu à l'intéressé dans les deux hypothèses visées par ces articles.

Article 8.

1. L’observation faite, sous l’article 7, à propos du droit pour l’intéressé de s’expliquer vaut, non seulement pour la suspension ou le retrait de l’agrément, mais aussi pour l’avertissement prévu à l’alinéa 1er. La nouvelle disposition dont l’ajout vient d’être suggéré, doit prévoir ce droit.

2. Le texte néerlandais de l’alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu’il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. A l’alinéa 2, mieux vaut remplacer les mots "au retrait temporaire ou définitif" par les mots "à la suspension ou au retrait".

Par ailleurs, le texte suivant est proposé :

"Lorsqu’après la notification de l’avertissement, ..., il peut, après avoir pris l’avis de l’Institut bruxellois pour la gestion de l’environnement, suspendre ou retirer l’agrément".

4. L’alinéa 4 doit être rédigé comme suit :

"Toute décision de suspension ou de retrait de l’agrément est publiée par extrait au Moniteur belge".

Article 10.

La publication de l’arrêté en projet au Moniteur belge sera assurée de manière telle que son entrée en vigueur ne précède pas celle de l’ordonnance sur laquelle elle est fondée.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te redigeren :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de erkenning van de personen belast met het opstellen van het verslag bedoeld in artikel 58, eerste lid, 6°, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning".

Aanhef.

Aangezien artikel 58 van de voormelde ordonnantie van 30 juli 1992 twee leden omvat, dienen de woorden "inzonderheid op artikel 58, 6°;" die voorkomen in het eerste lid van de aanhef, vervangen te worden door de woorden "inzonderheid op artikel 58, eerste lid, 6°;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In de Franse tekst schrijve men in de inleidende volzin :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par : ...".

.../...

2. Van de begrippen "verslag" en "verslaggelastigde" moeten afzonderlijke definities worden gegeven. Bovendien zou het beter zijn het woord "verslaggelastigde" in geheel het ontwerp te vervangen door het woord "rapporteur". Voorgesteld wordt te schrijven :

"1° "verslag" : het verslag bedoeld in artikel 58, eerste lid, 6°, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning;

2° "rapporteur" : de erkende persoon op wiens diensten een exploitant een beroep kan doen voor het opstellen van het verslag;

3° "minister" : het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid Leefmilieu en Waterbeleid behoren".

Met de voorgestelde definitie voor het "verslag" kan vermeden worden dat deze in de volgende bepalingen van het ontworpen besluit moet worden herhaald, hetgeen evenwel impliceert dat de ontworpen tekst dienovereenkomstig wordt herzien.

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

Eerste lid.

Gelet op de in artikel 1, 3°, gegeven definitie, moeten de woorden "de l'Environnement" in de Franse tekst als overbodig vervallen.

Tweede lid, 1°.

In punt b) vervange men het woord "bevoegdheden" door het woord "vakbekwaamheid" en het woord "bekwaamheids-diploma's" door het woord "diploma's";

De opmerking geldt eveneens voor het tweede lid, 2°, d).

2. Gelet op de in artikel 1, 1°, voorgestelde definitie van het "verslag" - welke definitie verwijst naar artikel 58, eerste lid, 6°, van de ordonnantie-, dienen in punt b), in fine, de woorden "betreffende de naleving van de dwingende bepalingen die van toepassing zijn en van de voorwaarden van de milieuvergunning", als overbodig te vervallen.

De opmerking geldt eveneens voor de bepaling onder 2°, e).

3. Bovendien en onder voorbehoud van de twee vorenstaande opmerkingen zou het beter zijn het tweede lid, 1°, als volgt te redigeren :

"Bij de aanvraag dienen de volgende stukken en inlichtingen te worden gevoegd :

1° ...;
a) ...;

.../...

b) een nota, waarbij bewijsstukken zijn gevoegd, met de omschrijving van de vakbekwaamheid, de diploma's, de beroepservaring die de aanvrager heeft alsmede van de technische middelen waarover hij beschikt voor het opstellen van de verslagen;".

Tweede lid, 2°.

1. Het zou beter zijn punt a) als volgt te stellen :

"a) de rechtsvorm, de naam of firma, de zetel ...;".

2. Punt b) lijkt tot gevolg te hebben elke mogelijkheid tot erkenning uit te sluiten van rechtspersonen waarvan de statuten en de akten van benoeming van de bestuurders niet moeten worden bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad, te weten de buitenlandse rechtspersonen; een zodanige uitsluiting is in strijd met de beginselen van de vrijheid van vestiging en van het vrij verrichten van diensten, die zijn neergelegd in de artikelen 52 en volgende en 59 en volgende van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap.

Bovendien zou het, in de gevallen waarin de statuten en de laatste akte van benoeming van de bestuurders bekendgemaakt zijn, eenvoudiger zijn een afschrift van de bekendgemaakte tekst te eisen.

De tekst moet dus worden herzien.

3. Het zou beter zijn punt c) als volgt te redigeren :

"c) de naamlijst van de bestuurders, de zaakvoerders en de personen die de rechtspersoon kunnen binden alsmede van de persoon of personen die aangesteld zijn voor het opstellen van verslagen".

4. In verband met de woorden "voor elkeen onder hen" die voorkomen in punt d), rijst de vraag of het, gelet op het door het ontworpen besluit beoogde doel, niet overdreven is van elk van de in c) bedoelde personen te eisen dat zij de vereiste vakbekwaamheid, de vereiste diploma's en de vereiste beroepservaring bezitten.

De tekst moet dus worden herzien om hem in overeenstemming te brengen met de voor artikel 4, 2°, voorgestelde tekst.

Derde lid.

Het zou beter zijn het lid als volgt te redigeren :

"De minister kan de overlegging eisen van elk aanvullend stuk of elke aanvullende inlichting waarmee kan

worden bewezen dat de aanvrager beschikt over de vereiste bekwaamheden en over voldoende technische middelen".

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

1. In het eerste lid dient rekening te worden gehouden met de gevallen waarin een persoon houder is van een diploma dat is uitgereikt in een andere Staat en als gelijkwaardig is erkend met de opgegeven diploma's.

2. In het tweede lid dient, gelet op het beoogde doel, geen onderscheid te worden gemaakt naar gelang de "personen die over de krachtens het eerste lid vereiste bekwaamheden en ervaring beschikken" de leiders dan wel de personeelsleden zijn van de rechtspersoon, maar dient van die personen te worden geëist dat zij houder zijn van één van de in het eerste lid bedoelde diploma's.

Gelet op die opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 4. De erkenning kan alleen worden verleend :

1° ofwel aan een natuurlijke persoon die houder is van een diploma van burgerlijk ingenieur, industrieel ingenieur of landbouwkundig ingenieur uitgereikt door een Belgische instelling voor hoger onderwijs, of van een in het buitenland uitgereikt en als gelijkwaardig erkend diploma, en die beschikt over voldoende ervaring en bekwaamheid;

2° ofwel aan een rechtspersoon die onder zijn leiders of zijn personeelsleden ten minste één natuurlijke persoon telt die doet blijken van de in de bepaling onder 1° bedoelde vereiste".

Artikel 4 (dat artikel 2 wordt).

1. Deze bepaling zou beter tussen de artikelen 1 en 2 van het ontwerp komen te staan.

2. Bovendien zou het beter zijn de woorden "voor het opstellen van het in dit besluit voorziene verslag" te vervangen door de woorden "als rapporteur".

Artikel 5.

1. De eerste zin moet eenvoudiger worden gesteld als volgt :

"Art. 5. De erkenning wordt verleend voor een maximale duur van vijf jaar".

2. In de tweede zin wordt aan de minister een buitensporige bevoegdheid verleend.

Krachtens artikel 58, eerste lid, 6°, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieu-vergunning, "... kan de exploitant een beroep doen op de

dienst van de erkende personen, overeenkomstig de algemene voorwaarden die de Executieve vaststelt", hetgeen voor de Executieve de mogelijkheid uitsluit bijzondere voorwaarden op te leggen.

De genoemde zin moet worden weggelaten.

Artikel 6.

1. In het eerste lid, eerste zin, behoeft niet te worden voorzien in de verplichting om de beslissing waarbij de Executieve uitspraak doet over de aanvraag tot erkenning te motiveren, aangezien die verplichting voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

De opmerking geldt eveneens voor artikel 8, tweede lid.

Bovendien vervange men de woorden "die aan de aanvrager wordt betekend" door de woorden "die ter kennis wordt gebracht van de aanvrager".

2. In de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning wordt niet bepaald dat het feit dat de overheid geen uitspraak doet binnen de haar toegemeten termijn een impliciete beslissing zou kunnen vormen.

De Executieve mag bijgevolg geen zodanige procedure vaststellen, zoals zij dat beoogt te doen in de tweede zin van het eerste lid.

Die zin moet dus vervallen.

3. In het tweede lid schrijve men :

"De beslissing tot verlening van de erkenning wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

Artikel 7.

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Art. 7. Indien één van de gegevens die overeenkomstig artikel 2 in de aanvraag tot erkenning zijn vermeld wordt gewijzigd, brengt de erkende rapporteur de minister daarvan onmiddellijk op de hoogte bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs".

2. Het tweede lid is slecht geredigeerd.

Het is de Raad van State onder meer niet duidelijk wat dient te worden verstaan onder de "wijziging van de erkenning". Bijgevolg dienen de woorden "of wijzigen" te vervallen.

Bovendien kan een erkenning niet worden ingetrokken wanneer de voorwaarden "niet" worden nageleefd. Het is immers op het ogenblik dat de erkenning wordt verleend dat moet worden nagetrokken of aan de vereisten is voldaan.

Er dient dus te worden geschreven :

"... Wanneer de betrokkene niet meer voldoet aan de in dit besluit vastgestelde voorwaarden, kan ...".

3. Het lijkt noodzakelijk in het tweede lid eveneens te verwijzen naar het geval, bedoeld in het eerste lid.

4. Aangezien het om een intrekking van een erkenning gaat, is het ten slotte noodzakelijk erin te voorzien dat de rapporteur wiens erkenning zou worden ontnomen, gelet op de ernst van die maatregel, de mogelijkheid krijgt om zich te verantwoorden.

In die mogelijkheid wordt in artikel 8, derde lid, van het ontwerp alleen voorzien in geval wordt vastgesteld dat de door de rapporteur opgestelde verslagen onvoldoende zijn.

Het zou verkieslijk zijn in een afzonderlijk artikel, na de artikelen 7 en 8, de nadere bepalingen vast te stellen betreffende de uitoefening van het aan de betrokkene verleende recht om zich te verantwoorden in de twee gevallen bedoeld in die artikelen.

Artikel 8.

1. De onder artikel 7 gemaakte opmerking in verband met het recht voor de betrokkene om zich te verantwoorden geldt niet alleen voor de schorsing of voor de intrekking van de erkenning maar ook voor de in het eerste lid bedoelde waarschuwing. De nieuwe bepaling waarvan is voorgesteld ze toe te voegen moet in dat recht voorzien.

2. Het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 8. Wanneer de minister van oordeel is dat de rapporteur een verslag heeft opgesteld van onvoldoende kwaliteit, kan hij de houder van de erkenning een met redenen omklede waarschuwing sturen. De waarschuwing wordt ter kennis gebracht bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs".

3. In het tweede lid zou het beter zijn de woorden "tijdelijk of definitief de erkenning in te trekken" te vervangen door de woorden "de erkenning te schorsen of in te trekken".

Bovendien wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Wanneer de minister na het ter kennis brengen van een waarschuwing van oordeel is dat ..., kan hij, na het

advies te hebben ingewonnen van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer, de erkenning schorsen of intrekken".

3. Het vierde lid moet als volgt worden gesteld :

"Elke beslissing tot schorsing of tot intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

Artikel 10.

De bekendmaking van het ontworpen besluit in het Belgisch Staatsblad zal zo geschieden dat de inwerkingtreding ervan die van de ordonnantie waarop het is gegrond niet voorafgaat.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
P. HANSE,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,

J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,

De kamer was samengesteld uit

De heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. C.-L. CLOSSET.